

# « Sur le front de l'épidémie malgré nous »

« C'est quoi ce bordel ? » Ce slogan résumait les raisons qui ont poussé 2 000 manifestants à battre le pavé, jeudi à Caen, pour protester contre la gestion de la crise sanitaire dans l'Éducation nationale.

## Reportage

Les premiers sont arrivés dès 9 h 30 sur la place du Théâtre de Caen, hier jeudi. À l'appel d'une intersyndicale d'enseignants et de parents d'élèves, 2 000 manifestants sont venus grossir les rangs, avant de se diriger en cortège vers le rectorat, rue Caponière.

Baptisée « C'est quoi ce bordel » par les organisateurs, la mobilisation traduisait le ras-le-bol général qui affecte la communauté éducative.

Parmi les contestataires, de nombreux militants, habitués à répondre aux mots d'ordre des syndicats, mais aussi des « novices ». Comme Hélène Dentel, professeure des écoles à Mondeville. « **La situation est devenue ingérable**, témoigne la jeune femme, qui bat le pavé pour la première fois en huit ans de carrière. **Au niveau des apprentissages, il n'y a plus de suivi. Les enfants prennent du retard** ». Humainement, la situation est également très difficile à vivre. « **Quand je vois une maman pleurer parce que l'on est obligé d'isoler sa fille dans une pièce vide et l'entendre dire qu'on la traite comme une pestiférée, ça me bouleverse** ».

« Cohérence »

Julie Choix, 22 ans, CPE (Conseillère principal d'éducation) dans un collège de Mondeville, partage ce sentiment de ne plus être en phase avec les tâches éducatives qu'on lui a confiées : « **À 22 ans, j'effectue ma première année dans l'Éducation nationale. Je n'avais jamais manifesté de ma vie, même pendant mes études. Mais aujourd'hui, il est important de partager la réalité de notre quotidien. On passe nos journées au téléphone à appeler les parents et à signer des décharges. On ne remplit plus nos missions initiales. Où est la cohérence ?** »

« Cohérence », un mot qui jaillit systématiquement dans chaque témoignage. Celui de Julien, professeur dans un lycée professionnel privé, par exemple. **« Oui ! On veut de la cohérence. Et de la considération. Lorsqu'on nous a annoncé que le point d'indice serait gelé faute de budget, j'ai compris et accepté. Lorsqu'on a improvisé, pris de court par le Covid, pendant les premières semaines de la crise, j'ai compris aussi. On a tous joué le jeu, tous fait des efforts. Mais là, au bout de deux ans et demi, ça suffit »**. Comme la plupart des collègues qui l'entourent, Julien a le sentiment désagréable **« d'être pris pour un imbécile. Cinq masques, cinq autotests à la rentrée et la consigne de laisser ouvertes des fenêtres qui sont bloquées pour des raisons de sécurité... Ce n'est plus audible »**.

Au terme d'un court trajet entre la place du Théâtre et le rectorat, rue Caponière, les enseignants en grève ont symboliquement accroché aux grilles de l'institution dont ils dépendent les masques qui leur ont été attribués. **« Des « masques culottes » qui ne protègent pas bien. C'est le symbole du mépris du ministère envers ses personnels »**, s'indignait cette enseignante avant de quitter les lieux.

Maud Gendrel, son mari Bernard et leurs trois enfants Matthias (10 ans), Agnès (8 ans) et Léonore (5 ans), tenaient à être présents, hier matin, au cœur de la manifestation. **« Oui, assume la mère de famille, c'est un mouvement d'humeur. Il y en a marre de faire la queue pendant des heures pour faire des tests, dans le cadre d'un protocole qui sera retoqué quelque temps plus tard. Quant aux autotests, on a beaucoup de mal à en trouver. C'est la désorganisation totale »**. C'est aussi pour manifester sa solidarité envers les enseignants que la famille a confectionné des pancartes revendicatives. **« On a alourdi leur travail de manière insupportable et éloignés de leurs missions premières, l'apprentissage »**. Dans ce contexte, Maud Gendrel s'interroge : **« Je sais que ce n'est pas l'idéal et que cela peut être compliqué pour beaucoup, mais l'enseignement à distance ne serait-il pas plus simple à gérer ? Car il faut bien le reconnaître, on ne va pas pouvoir continuer ainsi »**.

Jordan Lechevallier, assistant d'éducation dans un lycée de Bayeux, n'a pas hésité une seconde à se mettre en grève, hier, malgré la perte financière que sa décision implique. **« Une journée de moins, quand on a un salaire de 1 300 €/mois, ce n'est pas rien »**. Mais ce ras-le-bol, il tenait à l'exprimer coûte que coûte, **« quitte à me serrer la ceinture »**. Ses mots sont forts : **« On souffre au quotidien. C'est devenu insupportable, clame le jeune homme de 26 ans. Dans mon établissement, il n'y a pas d'infirmière. Ce sont les assistants de vie scolaire et le CPE qui se chargent de faire les autotests, de déclarer et d'isoler les cas positifs. Ce n'est pas normal »**. Jordan ne voit plus le bout du tunnel. **« La précarité de notre métier d'assistant d'éducation est déjà un problème en soi. Maintenant, il faut en plus assumer des responsabilités qui ne sont pas les nôtres. Rien n'indique dans nos fiches de postes que nous devons gérer les cas de Covid. On nous expose au virus sans même avoir le matériel nécessaire, puisqu'on ne**

nous fournit pas de masques FFP2. Et pourtant, on nous a mis sur le front de l'épidémie ».

Jean-Philippe GAUTIER.



Le cortège remonte la rue Caponière et se dirige vers le rectorat. Ouest-France.



La famille Gendrel a participé à la manifestation en soutien aux enseignants. Ouest-France.



Jordan Lechevallier, assistant d'éducation, se sent dépassé. Ouest-France.



Les manifestants ont accroché aux grilles du rectorat ces masques qui leur ont été attribués et qu'ils estiment inadapés. Ouest-France



Julie Choix (à droite) CPE dans un collège, a manifesté avec quelques collègues. Ouest-France.